

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1410 (2022-2023) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 28 september 2023.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/205617]

28 SEPTEMBRE 2023. — Décret modifiant le Code wallon de l'habitation durable (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le Code wallon de l'habitation durable*

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du Code wallon de l'habitation durable, modifié en dernier lieu par le décret du 2 février 2019, est complété par les 41^o, 42^o et 43^o rédigés comme suit :

" 41^o la mixité sociale : le mélange au sein d'un immeuble, un ensemble d'immeubles ou un quartier, de ménages de différentes catégories socioéconomiques, générationnelles ou culturelles;

42^o le projet de mixité sociale : le projet visé à l'article 94, § 3 et 4, ayant pour objet de créer un logement, ou un ensemble de logements d'utilité publique aux fins de favoriser ou contribuer à la mixité sociale;

43^o les ménages socialement défavorisés : les ménages composés exclusivement de personnes en situation d'exclusion ou en difficulté sociale au sens des articles 49 et 66, 5^o, du Code de l'Action sociale et de la Santé, ainsi que toutes les catégories particulières de population et personnes visées par le Code de l'Action sociale et de la Santé comme pouvant bénéficier d'aides financières ou matérielles prévues par ce Code. "

Art. 2. À l'article 5 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots " de l'habitation " sont chaque fois remplacés par les mots " du logement ";

2^o un nouvel alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

" Les fonctionnaires et agents de l'administration désignés par le Gouvernement ont qualité pour rechercher et constater le non-respect des dispositions visées au présent chapitre et pour constater le caractère adapté, adaptable ou accessible de l'habitation légère. Ils établissent un rapport d'enquête comprenant les constats et un avis sur l'état de l'habitation légère en référence aux définitions de l'article 1^{er}, 12^o, 13^o, 15^o et 17^o. "

Art. 3. À l'article 14 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, est complété par un 4^o rédigé comme suit :

" 4^o une allocation de loyer et d'énergie aux candidats à l'attribution d'un logement d'utilité publique donné en location par une société de logement de service public en application de l'article 94, § 1^{er}. "

2^o il est inséré un paragraphe 3bis rédigé comme suit :

" § 3bis. Le Gouvernement peut déterminer d'autres opérations pour lesquelles une aide est accordée aux ménages, en raison d'événements exceptionnels imprévisibles, en vue de leur permettre d'avoir un logement décent ou de se maintenir dans un logement décent. "

3^o il est inséré un paragraphe 3ter rédigé comme suit :

- " § 3ter. Les finalités pour lesquelles des traitements de données à caractère personnel sont effectuées sont les suivantes :

- la gestion des demandes d'aide visées par le présent article, en ce compris leur paiement éventuel;
 - le contrôle du respect des conditions d'octroi de ces aides, en ce compris l'organisation et la réalisation des visites de logements visant à vérifier le respect des critères de salubrité et/ou de surpeuplement;
 - le contrôle des causes de suspension ou de suppression des aides visées au paragraphe 2 du présent article;
 - l'examen d'un éventuel recours afférent aux aides visées par le présent article;
 - le recouvrement des aides visées par le présent article indûment versées.
- Les catégories de données traitées par les responsables de traitement sont les suivantes :

- données d'identification de chaque personne physique faisant partie du ménage du demandeur, en ce compris le numéro d'identification au Registre national;
- données relatives à la composition de ménage du ménage du demandeur;
- données relatives à la résidence principale, en ce compris l'historique pertinent au regard des conditions d'octroi et/ou de maintien de l'aide du ménage du demandeur;
- données relatives à la capacité juridique du demandeur de l'aide, éventuellement l'identité de son mandataire légal;
- données relatives au décès d'un membre du ménage du demandeur;
- données relatives aux ascendants et descendants du ménage du demandeur;
- données relatives à la situation de séjour sur le territoire du Royaume du ménage du demandeur pour les aides visées au paragraphe 2;
- données relatives aux revenus imposables globalement du ménage du demandeur;
- données relatives aux possessions immobilières du ménage du demandeur d'aide, en ce compris l'identification de l'ensemble des titulaires de droit réel, la part proportionnelle de droits réels de chacun et la date à laquelle ce droit est reconnu, la nature, l'identification et la localisation du bien immobilier;
- données relatives au logement concerné par la demande d'aide;
- données en matière d'allocations familiales du ménage du demandeur;
- données relatives à l'hébergement d'un enfant du ménage du demandeur;
- données relatives à l'enfant à naître du ménage du demandeur dans le cadre des aides visées au paragraphe 1^{er};
- données en matière de reconnaissance de handicap pour les membres du ménage du demandeur d'aide;
- informations relatives à la titularité d'un bail d'habitation et l'adresse du logement concerné par la demande d'aide et du logement quitté dans le cadre des aides visées par le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o;
- données relatives à la candidature à l'attribution d'un logement d'utilité publique donné en location par une société de logement de service, à savoir le numéro d'identification la durée de la candidature, les modifications de cette candidature pour l'aide visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 4^o;
- coordonnées bancaires du demandeur afin de verser le montant de l'aide;
- coordonnées et données d'identifications des occupants du logement concerné par la demande d'aide.

En cas de cotitularité de droits réels sur un logement visé par une demande d'aide visé par le paragraphe 1^{er}, les données du ménage des cotitulaires susmentionnés pourront également être traitées.

Les données seront fournies par le ménage du demandeur, à moins que le responsable du traitement collecte les données directement auprès des sources authentiques.

Les personnes concernées sont les membres du ménage du demandeur, les occupants du logement concerné par l'aide ainsi que les membres du ménage des cotitulaires de droits réels sur le logement concerné par l'aide.

Les données obtenues par le responsable du traitement des données sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant pas excéder le 31 décembre de l'année au cours de laquelle sont intervenus la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence des responsables du traitement des données telles que déterminées par le Gouvernement et, le cas échéant, le paiement intégral de tous les montants y liés, ainsi que la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

L'administration est responsable du traitement des données à caractère personnel effectué dans le cadre des finalités visées à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe.

En vertu du paragraphe 1^{er} du présent article, l'auditeur agréé selon les modalités déterminées par le Gouvernement est responsable des traitements de données à caractère personnel réalisés dans le cadre de l'audit ainsi que des rapports de suivi. En vertu de ce même paragraphe, les centres de formations agréés selon les modalités déterminées par le Gouvernement sont responsables des traitements de données à caractère personnel réalisés dans le cadre de la formation et de l'agrément des auditeurs. Les personnes concernées par ce dernier traitement sont les candidats auditeurs.

Les sociétés et la Société wallonne du Logement sont les sous-traitants de l'administration au sens du Règlement européen (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) dans le cadre de la collecte des données fournies par le demandeur lors de sa demande d'aide en vertu du présent article, paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 4^o.

Au terme de leur mission, les sociétés et la Société wallonne du logement suppriment les données récoltées pour le compte de l'administration dans le cadre de l'aide visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 4^o.

L'Administration est le destinataire final des données collectées dans le cadre des aides visées par le présent article. ”.

Art. 4. A l'article 29 du même Code, modifié par le décret du 15 juillet 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les 4^o et 5^o sont remplacés par ce qui suit :

” 4^o rendre un logement ou un ensemble de logements adaptable ou accessible, ou pour des opérations visant à supprimer une ou plusieurs causes d'insalubrité ou à répondre aux conditions de sécurité fixées en vertu du présent Code ou pour améliorer la performance énergétique d'un logement ou d'un ensemble de logements;

5^o acquérir ou créer une habitation légère à mettre à disposition de ménages en raison :

- d'événement exceptionnels imprévisibles;
- d'un programme spécifique approuvé par le Gouvernement;
- d'un programme spécifique qui vise la réinsertion par l'habitation de personnes sans-abris; ”;

2^o dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par un 7^o rédigé comme suit:

” 7^o toute opération déterminée par le Gouvernement en raison d'événements exceptionnels imprévisibles. ”;

3° l'alinéa 3 du paragraphe 1^{er} est complété par ce qui suit :

" A cet égard et dans le cadre de la mise à disposition d'un logement d'utilité publique, les finalités pour lesquelles des traitements de données à caractère personnel sont effectuées sont les suivantes :

- admission d'un ménage de catégorie I ou privé d'un logement pour motifs de force majeure dans un logement de transit ou d'insertion;

- calcul du montant de l'indemnité mensuelle pour occupation d'un logement de transit ou d'insertion. "

4° le paragraphe 1^{er} est complété par cinq alinéas rédigés comme suit :

" Les catégories de données traitées par les responsables de traitement sont les suivantes :

- données d'identification de chaque personne physique faisant partie du ménage du demandeur, en ce compris le numéro d'identification au Registre national;

- données relatives à la composition de ménage du ménage du demandeur;

- données relatives à la capacité juridique du demandeur de l'aide, éventuellement l'identité de son mandataire légal;

- données relatives au décès d'un membre du ménage du demandeur;

- données relatives aux ascendants et descendants du ménage du demandeur;

- données relatives aux revenus imposables globalement du ménage du demandeur;

- données relatives aux possessions immobilières du ménage du demandeur d'aide, en ce compris l'identification de l'ensemble des titulaires de droit réel, la part proportionnelle de droits réels de chacun et la date à laquelle ce droit est reconnu, la nature, l'identification et la localisation du bien immobilier;

- données relatives au logement concerné par la demande d'aide;

- données en matière d'allocations familiales du ménage du demandeur;

- données relatives à l'hébergement d'un enfant du ménage du demandeur;

- données en matière de reconnaissance de handicap pour les membres du ménage du demandeur d'aide;

- informations relatives à la titularité d'un bail d'habitation et l'adresse du logement concerné par la demande d'aide et du logement.

Les données seront fournies par le ménage du demandeur, à moins que le responsable du traitement collecte les données directement auprès des sources authentiques.

Les données obtenues par le responsable du traitement des données sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant pas excéder le 31 décembre de l'année au cours de laquelle sont intervenus la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence des responsables du traitement des données telles que déterminées par le Gouvernement et, le cas échéant, le paiement intégral de tous les montants y liés, ainsi que la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

Le responsable du traitement de données à caractère personnel est le demandeur de l'aide au sens du présent article, à savoir la société de logement de service public, le pouvoir local, la régie autonome, l'agence immobilière sociale, l'association de promotion au logement ou la personne morale de droit privé ou public.

Le destinataire des données à caractère personnel collectées dans le cadre des finalités visées à l'alinéa 3 du paragraphe 1^{er} est le demandeur de l'aide au sens du présent article, à savoir, la société de logement de service public, le pouvoir local, la régie autonome, l'agence immobilière sociale, l'association de promotion au logement ou la personne morale de droit privé ou public est le destinataire final des données collectées dans le cadre de cette aide. "

5° le paragraphe 5 est complété par ce qui suit :

" Il organise un recours au Gouvernement ou à son délégué à l'encontre des décisions de refus d'aide. "

6° il est inséré un paragraphe 5bis rédigé comme suit :

" § 5bis. Le Gouvernement fixe, s'il échet par dérogation aux dispositions du " décret relatif au bail d'habitation ", les conditions d'accès, de location ou d'occupation d'un logement géré ou construit par une personne morale. "

7° le paragraphe 6 est complété par ce qui suit :

" Le Gouvernement organise un recours auprès de son délégué à l'encontre des décisions de recouvrement. "

Art. 5. A l'article 31 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa unique, 1e phrase, les mots " en exécution du programme visé à l'article 188 " sont abrogés et les mots " 5° et § 2 " sont insérés entre les mots " article 29, § 1^{er}, 1° " et les mots " est subordonnée ";

2° à l'alinéa unique, le 2° est remplacé par ce qui suit :

" 2° Toute décision arrêtant les conditions des marchés publics de travaux, fournitures et services dont le montant est supérieur à celui fixé en application de l'article 42, § 1^{er}, 1° a), de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics peut être suspendue ou annulée selon les conditions et modalités déterminées par le Gouvernement.

Les décisions portant sur l'attribution des marchés susvisés sont soumises pour approbation selon les conditions et modalités déterminées par le Gouvernement. "

Art. 6. Au Titre II, chapitre IV, du même Code, le titre de la section 1° est remplacé comme suit : " Des aides aux habitations ".

Art. 7. L'article 59bis du même Code, rétabli par le décret du 22 décembre 2021, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 59bis. Le Gouvernement peut déterminer d'autres opérations, dont la création ou l'acquisition d'habitat léger, pour lesquelles une aide peut être accordée par la Société wallonne du Logement aux sociétés de logement de service public :

- en raison d'événements exceptionnels imprévisibles;

- en raison de programmes spécifiques approuvés par le Gouvernement;

- en raison de programmes spécifiques visant à la réinsertion par l'habitation de personnes sans-abris;

- en vue d'assurer la conservation ou l'amélioration des habitations. ”.

Art. 8. L'article 61 du même Code est complété par cinq alinéas rédigés comme suit : " A cet égard, et dans le cadre de la mise à disposition d'un logement d'utilité publique, les finalités pour lesquelles des traitements de données à caractère personnel sont effectuées sont les suivantes :

- admission d'un ménage de catégorie I ou privé d'un logement pour motifs de force majeure dans un logement de transit ou d'insertion;

- calcul du montant du loyer.

- Les catégories de données traitées par les responsables de traitement sont les suivantes :

- données d'identification de chaque personne physique faisant partie du ménage du demandeur, en ce compris le numéro d'identification au Registre national;

- données relatives à la composition de ménage du ménage du demandeur;

- données relatives à la capacité juridique du demandeur de l'aide, éventuellement l'identité de son mandataire légal;

- données relatives au décès d'un membre du ménage du demandeur;

- données relatives aux ascendants et descendants du ménage du demandeur;

- données relatives aux revenus imposables globalement du ménage du demandeur;

- données relatives aux possessions immobilières du ménage du demandeur d'aide, en ce compris l'identification de l'ensemble des titulaires de

- droit réel, la part proportionnelle de droits réels de chacun et la date à laquelle ce droit est reconnu, la nature, l'identification et la localisation du bien immobilier;

- données en matière d'allocations familiales du ménage du demandeur;

- données relatives à l'hébergement d'un enfant du ménage du demandeur;

- données en matière de reconnaissance de handicap pour les membres du ménage du demandeur d'aide.

Les données seront fournies par le ménage du demandeur, à moins que le responsable du traitement collecte les données directement auprès des sources authentiques. Les données obtenues par le responsable du traitement des données sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant pas excéder le 31 décembre de l'année au cours de laquelle sont intervenus la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence des responsables du traitement des données telles que déterminées par le Gouvernement et, le cas échéant, le paiement intégral de tous les montants y liés, ainsi que la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

La Société wallonne du Logement et la société de logement de service public sont co-responsables du traitement des données à caractère personnel effectué.

La société de logement de service public est le destinataire final des données collectées dans le cadre de cette aide.

La Société wallonne du Logement intervient fondamentalement à titre d'intermédiaire de service de données pour les sociétés de logement de service public. ”.

Art. 9. Dans le chapitre IV du même Code, il est inséré une Section 1*bis* intitulée

” Aides aux projets de mixité sociale ”.

Art. 10. Dans la Section 1*bis*, insérée par l'article 9, il est inséré un article 68*bis* rédigé comme suit :

” Art. 68*bis*. Selon les modalités définies par le Gouvernement, la Société wallonne du Logement peut accorder une aide à toute société de logements de service public qui met en œuvre un projet de mixité sociale.

Le Gouvernement détermine les modalités du régime d'aides instaurée par le présent article dans le respect des dispositions de l'article 209. ”.

Art. 11. Dans l'article 69, § 1^{er}, du même Code, rétabli par le décret du 17 juillet 2018, les mots ” ou un ensemble d'habitations légères, ” sont insérés entre les mots ” d'insertion légères, ” et les mots ” la Société wallonne du Logement ”.

Art. 12. L'article 70 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, est complété par un 8^o rédigé comme suit : ” 8^o la rénovation de logements d'utilité publique appartenant aux sociétés. ”.

Art. 13. Dans l'article 80, § 3, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 12 novembre 2021, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

” Le collège communal communique régulièrement et au moins une fois par an, par envoi postal ou électronique, la liste des logements dont l'inoccupation est présumée aux opérateurs immobiliers compétents sur le territoire de la commune et aux associations agréées visées à l'article 85*sexies*.

La liste, visée à l'alinéa 1^{er}, comprend l'adresse des logements présumés inoccupés, le type de présomption d'inoccupation visé à l'article 80, § 1^{er}, 1^o à 4^o, et l'identité ainsi que la résidence principale du titulaire de droits réels sur le logement.

Les opérateurs immobiliers et les associations agréées en vertu de l'article 85*sexies* sont les destinataires finaux de la liste visée par l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe.

La finalité pour laquelle le traitement de données à caractère personnel est effectué consiste à contacter les titulaires de droits réels des logements inoccupés en vue d'initier les procédures en application des dispositions des sections 1/1 et 2 pour les opérateurs immobiliers ainsi qu'en application de l'article 85*sexies* pour les associations agréées en vertu de l'article 85*sexies*.

Au sens du Règlement européen (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) :

- le collège communal est responsable du traitement pour le traitement de données à caractère personnel résultant de l'établissement et de la communication de la liste visée à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe;

- les opérateurs immobiliers et les associations agréées au sens de l'article 85*sexies* sont responsables des traitements de données à caractère personnel autres découlant de la communication de liste visée par l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe.

A compter de la mise à disposition des données par le collège communal telle que prévue à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, le délai de conservation des données est de :

1° dix ans dans le chef des opérateurs immobiliers et associations agréées en vertu de l'article 85*sexies* du Code, sous réserve de la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires qui y sont liés;

2° un an dans le chef du collège communal. ”.

Art. 14. A l'article 84/1 du même Code, inséré par le décret du 1^{er} juin 2017, les modifications suivantes sont apportées : 1° les mots ” et les associations agréées, visées à l'article 85*sexies* ” sont insérés entre les mots ” Les opérateurs immobiliers ” et les mots ” communiquent au collège ”, et les mots ” dispositions des sections 1/1 et 2 ” sont à chaque fois remplacés par les mots ” dispositions des sections 1/1, 2 et 6 ”;

2° il est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

” Le collège communal concerné est le destinataire final des listes visées par le présent article.

Les finalités pour laquelle le traitement de données à caractère personnel sont effectuées consiste à :

- informer le collège communal du suivi réalisé par les associations agréées en vertu de l'article 85*sexies* et des opérateurs immobiliers, et ce afin de mener une politique cohérente en matière de lutte contre les logements inoccupés;

- surseoir à la procédure en application de l'article 85*ter*.

Au sens du Règlement européen (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) :

- les opérateurs immobiliers et les associations agréées au sens de l'article 85*sexies* sont responsables du traitement pour le traitement de données à caractère personnel résultant de l'établissement et de la communication des listes visées par le présent article;

- le collège communal concerné est responsable des traitements de données à caractère personnel autres découlant de la communication des listes visées par le présent article.

A compter de la mise à disposition des données par le collège communal telle que prévue à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, le délai de conservation des données est d'un an. ”.

Art. 15. À l'article 85*ter*, § 2, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 12 novembre 2021, les mots ” ou le Gouvernement ” sont à chaque fois abrogés.

Art. 16. Au paragraphe 3 de l'article 86 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 23 novembre 2006, les mots ” ou totalement ” sont insérés entre les mots ” majoritairement ” et ” par la Région ”.

Art. 17. Dans le même Code, il est inséré un article 86*bis* rédigé comme suit :

” Art. 86*bis*. Dans le cadre de l'exercice des missions de la Société définies par ou en vertu du présent Code, le Gouvernement peut organiser la communication électronique entre la Société et les sociétés de logement de service public. ”.

Art. 18. À l'article 88 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il est inséré un 7°*bis* rédigé comme suit :

” 7°*bis* de transmettre à l'administration les données relatives aux candidatures des demandeurs de l'aide visée à l'article 14, § 2, 4°, selon les modalités fixées par le Gouvernement; ”;

2° le paragraphe 4 est complété par la phrase suivante :

” Elle assure cette mission en s'appuyant notamment sur le Centre d'Études en Habitat durable de Wallonie visé à l'article 107.3 et institué en son sein. ”.

Art. 19. À l'article 94 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 15 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

” § 3. Les dispositions des paragraphes 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas aux projets de mixité sociale développés par les sociétés qui visent à créer un logement ou un ensemble de logements d'utilité publique réservé à des ménages dont les revenus ne dépassent pas de plus de dix pour cent les plafonds de revenus qui caractérisent les ménages de catégorie 3, certains de ces ménages pouvant être des ménages socialement défavorisés et qui ne sont pas pleinement propriétaires ou usufruitiers d'un logement qu'ils peuvent occuper personnellement, pour autant que ces projets répondent cumulativement aux conditions suivantes :

1° être implantés dans une zone géographique appropriée à l'objectif de mixité et de cohésion sociale, à savoir une zone située dans ou à proximité de quartiers ruraux ou urbains existants ou en voie d'extension et au départ desquels un accès facile en transports en communs ou par mobilité douce est assuré aux services communaux, aux écoles maternelles et primaires et aux commerces et services;

2° mettre en œuvre des modalités concrètes de traitement des demandes permettant de garantir l'égalité de traitement des candidats répondant aux conditions d'admission établies par les sociétés de logement de service public dans le respect des dispositions du présent décret;

3° appliquer des loyers modérés, entendus comme inférieurs au loyer indicatif calculé en fonction de la grille indicative des loyers visée au chapitre VII du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation.

Sur la proposition ou après avis de la Société, le Gouvernement peut préciser les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3°.

La mise en œuvre d'un projet de mixité sociale au sens du présent paragraphe est soumise pour approbation à la Société. A cet effet, les sociétés lui adressent un plan de projet qui justifie en quoi le projet répond à la définition et aux conditions de mixité sociale.

Le plan de projet inclut :

1° l'implantation ou la localisation du projet et sa justification au regard de son caractère approprié à l'objectif de mixité et cohésion social, dans le respect des critères visés à l'alinéa 1^{er};

2° l'avant-projet urbanistique et architectural relatif à la conception de logements, des bâtiments et des équipements à créer;

3° le plan financier du projet intégrant tous les coûts et revenus estimés, notamment le prix de vente ou le montant du loyer, le mode de financement du projet en ce compris les demandes d'aides régionales et/ou d'intervention de la Société, le cas échéant;

4° les conditions d'attribution des logements créés à la vente et/ou à la location;

5° les modalités et procédures concrètes de traitement des demandes de location et/ou d'achat des logements, qui permettent de garantir l'égalité de traitement des candidats.

Le Gouvernement peut compléter ou préciser la liste précitée.

Dans les 30 jours de la réception du dossier complet, la Société statue sur le projet.

En cas de dossier incomplet, la Société demande à la société, dans les 30 jours de la réception du dossier incomplet, de compléter son dossier de sorte qu'elle dispose de toutes les informations nécessaires à vérifier et statuer sur le projet.

A défaut d'une décision dans ce délai, le plan de projet est réputé approuvé. ”;

2° il est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

” § 4. Sans préjudice des conditions reprises au paragraphe 3 relatives aux ménages et à la fixation du loyer, les sociétés peuvent créer ensemble de logements pour lesquels seule la majorité des logements est attribuée suivant les règles prévues par les paragraphes 1^{er} et 2, ou en vertu de ceux-ci.

Ces projets sont soumis pour approbation à la Société. A cet effet, les sociétés transmettent :

1° l'avant-projet urbanistique et architectural relatif à la conception de logements, des bâtiments et des équipements à créer;

2° le plan financier du projet intégrant tous les coûts et revenus estimés, y inclus le mode de financement du projet en ce compris les demandes d'aides régionales et/ou d'intervention de la Société;

3° l'identification des logements exclus des règles d'attribution fixées par ou en vertu des paragraphes 1^{er} et 2 du présent article, étant entendu que toute modification dans le nombre et/ou le type de logements exclus des règles d'attribution des paragraphes 1^{er} et 2 doit être soumise pour approbation à la Société;

4° les modalités et procédures concrètes de traitement des demandes de location ou d'achat pour les logements, qui permettent de garantir l'égalité de traitement des candidats.

Le Gouvernement peut compléter ou préciser la liste précitée.

Dans les 30 jours de la réception du dossier complet, la Société statue sur le projet.

En cas de dossier incomplet, la Société demande à la société, dans les 30 jours de la réception du dossier incomplet, de compléter son dossier de sorte qu'elle dispose de toutes les informations nécessaires à vérifier et statuer sur le projet.

A défaut d'une décision dans ce délai, le plan de projet ou la demande de modification est réputé approuvé. ”;

3° il est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

” § 5. Les projets de mixité sociale visés aux paragraphes 3 et 4 ne peuvent représenter plus de 20

§ 1^{er}. ”;

4° il est complété par un paragraphe 6 rédigé comme suit :

” § 6. Les finalités pour lesquelles des traitements de données à caractère personnel sont effectuées sont les suivantes :

- admission d'un ménage candidat-locataire, locataire, candidat- acquéreur ou acquéreur;
- calcul du montant du loyer.
- Les catégories de données traitées par les responsables de traitement sont les suivantes :
- données d'identification de chaque personne physique faisant partie du ménage du demandeur, en ce compris le numéro d'identification au Registre national;
- données relatives à la composition de ménage du ménage du demandeur;
- données relatives à la capacité juridique du demandeur, éventuellement l'identité de son mandataire légal;
- données relatives au décès d'un membre du ménage du demandeur;
- données relatives aux ascendants et descendants du ménage du demandeur;
- données relatives aux revenus imposables globalement du ménage du demandeur;
- données relatives aux possessions immobilières du ménage du demandeur d'aide, en ce compris l'identification de l'ensemble des titulaires de droit réel, la part proportionnelle de droits réels de chacun et la date à laquelle ce droit est reconnu, la nature, l'identification et la localisation du bien immobilier;
- données en matière d'allocations familiales du ménage du demandeur;
- données relatives à l'hébergement d'un enfant du ménage du demandeur;
- données en matière de reconnaissance de handicap pour les membres du ménage du demandeur d'aide.

Les données seront fournies par le ménage du demandeur, à moins que le responsable du traitement collecte les données directement auprès des sources authentiques. Les données obtenues par le responsable du traitement des données sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant pas excéder le 31 décembre de l'année au cours de laquelle sont intervenus la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence des responsables du traitement des données telles que déterminées par le Gouvernement et, le cas échéant, le paiement intégral de tous les montants y liés, ainsi que la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

La Société wallonne du Logement et la société de logement de service public sont co-responsables du traitement des données à caractère personnel effectué.

La société de logement de service public est le destinataire final des données collectées dans le cadre de ce cadre.

La Société wallonne du Logement intervient fondamentalement à titre d'intermédiaire de service de données pour les sociétés de logement de service public. ”.

Art. 20. À l'article 98, § 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 15 mai 2003, les mots ” dont un est désigné sur la proposition du Gouvernement de la Communauté germanophone ” sont abrogés.

Art. 21. Dans la section 6 du chapitre 1^{er} du Titre III du même Code, il est inséré une sous-section 5 intitulée ” Du Centre d'Études en Habitat durable ”.

Art. 22. Dans la sous-section 5, insérée par l'article 21, il est inséré un article 107.3 rédigé comme suit :

” Art. 107.3. § 1^{er}. Il est institué au sein de la Société un Centre d'Études en Habitat durable, ci-après dénommé le Centre. Il est dirigé par un Directeur scientifique.

§ 2. Au sein de la Société, le Centre :

- 1° produit des analyses sur toute question relative aux politiques du logement, de l'habitat et de la ville;
- 2° développe des recherches multidisciplinaires, à court terme en tant qu'outil d'aide à la décision, et à long terme en vue de l'approfondissement des savoirs sur le logement, l'habitat et la ville;
- 3° rassemble et assure régulièrement le traitement des données disponibles auprès des acteurs publics et privés relevant des politiques du logement, de l'habitat et de la ville, en vue de fournir des statistiques publiques;
- 4° assure une fonction de veille quant aux outils d'évaluation des politiques du logement, de l'habitat et de la ville ainsi que d'aide à la décision, développés dans le reste du pays ou à l'étranger;
- 5° met à la disposition des instances d'avis, des instituts statistiques, des administrations compétentes, des universités et du public, ses ressources documentaires, les résultats de ses études et recherches achevées, ainsi que ses connaissances relatives aux politiques du logement, de l'habitat et de la ville.

Le Centre produit des études sur toute question relative aux politiques du logement, de l'habitat ou de la ville à la demande du Gouvernement ou d'un de ses membres, de la Société ou du Directeur général de celle-ci, d'un autre organisme public ou d'initiative.

Les études sollicitées par un autre organisme public visé à l'alinéa 2 nécessitent la conclusion d'un accord de financement de la mission entre la Société et cet organisme public et l'accord préalable du ministre du Logement.

Les études sont transmises à l'auteur de la demande et, le cas échéant, au Gouvernement ou au Directeur général de la Société.

§ 3. Le Centre développe, anime et gère :

- 1° l'élaboration et l'actualisation de la grille indicative des loyers visée à l'article 89 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation;
- 2° l'observatoire de la qualité et de la performance énergétique de l'habitat;
- 3° l'observatoire des loyers, en ce compris des logements d'utilité publique ou assimilés;
- 4° l'observatoire des prix et du marché acquisitif résidentiel;
- 5° tout autre observatoire que le Gouvernement wallon et/ou la Société jugeront utile de mettre en œuvre.

§ 4. Le Centre récolte et traite les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution de ses missions d'intérêt public relatives à la recherche scientifique ou historique ou statistiques.

Les organismes repris au Titre III du présent Code, l'Administration ou tout autre organisme désigné par le Gouvernement transmettent au Centre toutes les données nécessaires à la poursuite des missions d'intérêt public de ce dernier sur simple demande.

Dans le respect l'article 5, paragraphe 1^{er}, b), du Règlement européen (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) le Centre est responsable du traitement ultérieur qu'il effectue sur ces données à caractère personnel dès leur réception.

Les données à caractère personnel traitées par le Centre sont conservées dix ans.

Le Centre est le destinataire final des données à caractère personnel.

Le Gouvernement est habilité, en cas de nécessité en regard des garanties et dérogations applicables prévues à l'article 89 du Règlement européen (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) à prendre des arrêtés fixant les exigences spécifiques applicables aux traitements mentionnés au présent paragraphe ainsi que d'autres mesures visant à garantir un traitement licite de données à caractère personnel.

§ 5. Les membres du personnel affectés au Centre bénéficient de la liberté de publication. Malgré la cession éventuelle de la propriété intellectuelle de leurs productions à la Société, ils conservent le droit d'utiliser lesdites productions, et de les publier dans des revues scientifiques sous leur nom.

§ 6. Sans préjudice des incompatibilités prévues à l'article 129, est incompatible avec la qualité de membre du personnel du Centre toute adhésion à une organisation ou une association représentant les intérêts du secteur résidentiel, tel qu'énuméré à l'article 200, § 2, alinéa 1^{er}, 2°.

§ 7. La conception, la production et la diffusion des statistiques publiques par le Centre sont effectuées en toute indépendance intellectuelle, méthodologique, scientifique et professionnelle. Le Directeur scientifique du Centre :

- 1° décide des méthodes, des normes et des procédures statistiques ainsi que du contenu et de la date de diffusion des publications statistiques;
- 2° publie le programme de travail et fait des rapports réguliers décrivant les progrès accomplis;
- 3° diffuse les publications statistiques séparément et distinctement des communiqués du Gouvernement ou de toute autre autorité publique;

4° s'exprime publiquement sur les questions relatives aux travaux réalisés.

Dans l'exercice de ses missions, le Centre respecte les principes d'objectivité, d'impartialité, de pertinence et de qualité des données produites. Il garantit le principe d'égalité de traitement entre les utilisateurs en ce qui concerne la consultation des besoins, l'information sur les méthodes employées, l'accès aux publications et l'accès aux données dans le respect de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel.

§ 8. Le Conseil scientifique visé à l'article 107.4 promeut et veille à la qualité scientifique ou méthodologique des recherches et des activités du Centre. "

Art. 23. Dans la section 6 du chapitre 1^{er} du Titre III du même Code, il est inséré une sous-section 6 intitulée " Du Conseil scientifique du Centre ".

Art. 24. Dans la sous-section 6, insérée par l'article 23, il est inséré un article 107.4 rédigé comme suit :

" Art. 107.4. § 1^{er}. Un Conseil scientifique remet des avis ou des recommandations soit de sa propre initiative, soit à la demande du directeur du Centre, du ministre du Logement, du président du Conseil d'administration ou du directeur général de la Société sur toute question relative aux principes communs de promotion et d'évaluation de la qualité scientifique ou méthodologique des recherches du Centre. L'avis est communiqué au Gouvernement et à l'autorité qui l'a demandé.

Le programme de travail et la liste des études à réaliser, ainsi que leur cahier des charges, sont approuvés par le Gouvernement et le Conseil d'administration de la Société.

Le Conseil scientifique se réunit au moins une fois par an.

Il arrête son règlement d'ordre intérieur soumis à l'approbation du Gouvernement. Ce règlement fixe le mode de fonctionnement du Conseil.

§ 2. Sont membres du Conseil scientifique :

1° six experts issus des Universités actives en Région wallonne reconnues à l'article 10 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, dont les programmes d'études ou de recherches touchent à la politique du logement, et qui peuvent être proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur;

2° le Président ou le Vice-président ou son délégué du Pôle Logement du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie;

3° l'Administrateur général de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique. "

Art. 25. À l'article 131 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 1^oter rédigé comme suit :

" 1^oter l'enregistrement et le transfert des demandes de l'aide visée à l'article 14, § 2, 4°, selon les modalités fixées par le Gouvernement wallon; "

2° il est inséré un 2^oter rédigé comme suit :

" 2^oter les projets de mixité sociale tels que visés à l'article 94, § 3 et 4; "

Art. 26. À l'article 133 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots " ou sur tout terrain utile " sont insérés entre les mots " sur tout immeuble utile " et les mots " à la réalisation de ses missions ";

2° au paragraphe 2, les mots " ou toute ASBL répondant aux critères fixés par le Gouvernement " sont insérés entre les mots " un centre d'insertion professionnelle " et les mots " des conventions relatives à la réalisation de son objet social ".

Art. 27. À l'article 135 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} juin 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :

" 1° les recettes liées à ses activités; "

2° il est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

" § 4. Le bénéfice dégagé par des projets de mixité sociale visés à l'article 94, § 3 et 4, doit être principalement affecté à la création, l'adaptation, la conservation ou l'amélioration des logements attribués en application des paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 94. "

Art. 28. A l'article 163, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 20 juillet 2005, les mots " les projets visés à l'article 131, 2^oter " sont insérés entre les mots " article 131, 2^obis, " et " et les moyens " et les mots " et les opérations " sont insérés entre les mots " moyens d'action " et les mots " visés à l'article 133, § 1^{er} ".

Art. 29. L'article 164 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 16 mai 2013, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 164. § 1^{er}. La Société wallonne du Logement approuve tout ou partie des actes visés à l'alinéa 2.

Les actes des sociétés, accompagnés de leurs pièces justificatives, portant sur les objets suivants sont transmis à la Société wallonne du Logement dans les 15 jours de leur adoption :

1° l'avant-projet urbanistique et architectural relatif à la création des logements, bâtiments et équipements de logements faisant l'objet d'un financement par subside ou avance remboursable;

2° l'attribution des marchés publics de travaux faisant l'objet d'un financement par subside ou avance remboursable et dont le montant à approuver du marché est supérieur au seuil visé à l'article 42, § 1^{er}, 1°, a), de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Les sociétés ne sont pas tenues de fournir les pièces justificatives disponibles en vertu de la loi organisant la publicité et l'accès à des documents.

§ 2. La Société wallonne du Logement peut annuler tout ou partie de l'acte visé à l'alinéa 2 par lequel une société viole la loi.

Les actes des sociétés, accompagnés de leurs pièces justificatives, portant sur les objets suivants sont transmis à la Société wallonne du Logement dans les 15 jours de leur adoption :

1° le choix du mode de passation ainsi que toutes les pièces nécessaires à la vérification des conditions d'octroi des aides prévues par le présent Code pour les marchés publics de travaux, services et fournitures faisant l'objet d'un financement par subside ou avance remboursable et dont le montant estimé du marché est supérieur au seuil visé à l'article 42, § 1^{er}, 1^o, a), de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

2° l'attribution des marchés publics de travaux, de fournitures ou de services dont le montant approuvé correspond à ceux repris au tableau ci-dessous :

Travaux faisant l'objet d'un financement par subside ou avance remboursable	Montant supérieur au seuil visé à l'article 92, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et inférieur ou égal au seuil visé à l'article 42, § 1, 1 ^o , a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics
Services et fournitures faisant l'objet d'un financement par subside ou avance remboursable	Montant est supérieur au seuil visé à l'article 92, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics
Travaux, services et fournitures ne faisant pas l'objet d'un financement par subside ou avance remboursable	Montant est supérieur au seuil visé à l'article 42, § 1, 1 ^o , a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics

3° la création et l'adhésion à une centrale d'achats à l'exception de l'adhésion à une centrale d'achats mise en œuvre par la Société wallonne du Logement;

4° les décisions d'attribution des marchés subséquents à un accord-cadre attribué par une centrale d'achats, à laquelle la société a adhéré, lorsque les opérateurs économiques parties à l'accord-cadre doivent être remis, en tout ou en partie, en concurrence et lorsque le montant d'attribution est égal ou supérieur aux seuils repris au paragraphe 2.

Les sociétés ne sont pas tenues de fournir les pièces justificatives disponibles en vertu de la loi organisant la publicité et l'accès à des documents.

§ 3. La Société wallonne du Logement prend sa décision dans les 45 jours de la réception des actes des sociétés, accompagnés de leurs pièces justificatives.

Passé le délai visé à l'alinéa 1^{er}, la décision de la Société wallonne du logement est réputée favorable, et les opérations y relatives sont financées.

Pour les travaux, services et fournitures faisant l'objet d'une aide financière en vertu du présent Code, l'examen de la Société wallonne du logement et la décision portent également sur les conditions d'octroi de l'aide financière.

§ 4. Après la réception provisoire d'un marché de travaux faisant l'objet d'une aide financière en vertu du présent Code, la société soumet à la Société wallonne du Logement pour approbation les décomptes du marché. La Société wallonne du Logement vérifie la conformité de ceux-ci et la justification des sommes utilisées. Elle rédige un bilan final de l'opération immobilière dans un délai de 30 jours.

§ 5. Par décision motivée, sur la base de bilans finaux des opérations immobilières de la société, du résultat de l'audit réalisé au sein de la société, des décisions d'annulation de marchés publics prises conformément à l'article 164, § 1^{er}, le Conseil d'administration de la Société wallonne du Logement peut soumettre au Gouvernement la proposition de contraindre la société, pendant une durée déterminée, à soumettre l'ensemble des décisions portant sur l'attribution de ses marchés à une tutelle d'approbation exercée par la Société wallonne du Logement. Le Gouvernement prend sa décision dans un délai de 30 jours à dater de la notification de cette proposition. Préalablement, le Conseil d'administration de la Société wallonne du Logement entend les représentants mandatés par la société. "

Art. 30. L'article 174, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 23 novembre 2006, est complété par les mots " Le Conseil d'administration peut déléguer au Directeur général de la Société wallonne du Logement, éventuellement assisté d'agents de son administration, le pouvoir de procéder à l'audition. "

Art. 31. À l'article 174bis, alinéa 4, 2^o, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 9 février 2012, les mots " le comité de gestion financière visé à l'article 113 du Code " sont remplacés par les mots " le comité d'audit interne visé à l'article 112 du Code ".

Art. 32. À l'article 175.2 du même Code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 21 du 22 avril 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 6° du premier paragraphe, les mots " d'un premier logement " sont remplacés par les mots " d'une première habitation ";

2° le 7° du premier paragraphe est remplacé comme suit :

" 7° de favoriser l'accès ou la conservation d'un logement pris en location sur le territoire de la Région wallonne. "

3° dans le paragraphe 2, les mots " ou avec un événement exceptionnel imprévisible " sont insérés entre les mots " présent article " et " , moyennant ".

Art. 33. À l'article 175.5, § 2, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 22 juillet 2010, les mots " dont un est désigné sur la proposition du Gouvernement de la Communauté germanophone " sont abrogés.

Art. 34. À l'article 179, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 20 juillet 2022, un 5° rédigé comme suit est ajouté :

" 5° mettre en œuvre toute autre mission déterminée par le Gouvernement en raison d'un événement exceptionnel imprévisible. "

Art. 35. L'article 184bis du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 9 février 2012, est abrogé.

Art. 36. À l'article 200bis, § 1^{er}, 3^o, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, le a) est complété par les mots " ou nonobstant un refus ou un retrait de permis de location; ".

Art. 37. À l'article 204, alinéa 2, du même Code, les mots " dans les logements visés au chapitre II du titre III " sont remplacés par les mots " les habitations visées au chapitre Ier du Titre II ".

Art. 38. Dans le même Code, l'intitulé du Titre VI est remplacé par ce qui suit :

" Dispositions diverses ".

Art. 39. A l'article 208 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, les modifications sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots " doit être interprété comme " sont remplacés par les mots " s'entend comme ";

2° il est complété par un 5° rédigé comme suit :

" 5° le logement d'utilité publique créé par les sociétés de logement de service public dans le cadre de projets de mixité sociale. ".

Art. 40. Dans le même Code, il est inséré un article 208bis rédigé comme suit :

" Art. 208bis. Les travailleurs sociaux visés à l'article 150 sont assimilés à des mandataires publics. ".

Art. 41. L'article 209 du même Code, inséré par le décret du 30 avril 2009, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 209. Le présent Code met partiellement en œuvre les dispositions de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur et établit que celle-ci ne s'applique pas aux services sociaux d'intérêt économique général visés à l'article 1^{er}, 7°, 8°, 9° et 11°bis, ni aux opérateurs immobiliers prestataires de ces services.

Dans le cadre du présent Code, les missions dévolues aux opérateurs immobiliers au sens de l'article 1^{er}, 23°, y compris les projets de mixité sociale mis en œuvre par les sociétés de logement de service public, sont des missions de service d'intérêt économique général, en conformité avec la décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, § 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. Ces missions garantissent aux citoyens, à des conditions définies, le droit d'accès universel et égal à ces services, assurant qualité et transparence. ".

CHAPITRE 2. — *Disposition modificative du décret du 15 décembre 2011 relatif à l'organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonne*

Art. 42. Dans l'annexe du décret du 15 décembre 2011 portant l'organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonne, la ligne 841609612 - Centre d'étude en l'Habitat durable de Wallonie asbl " - Type 3 est abrogée.

CHAPITRE 3. — *Disposition diverse*

Art. 43. L'article 62 du décret du 1^{er} juin 2017 modifiant le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable est abrogé.

CHAPITRE 4. — *Intégration de l'ASBL Centre d'Études en Habitat durable au sein de la Société wallonne du Logement*

Art. 44. La Société wallonne du Logement intègre les membres du personnel de l'association sans but lucratif " Centre d'Études en Habitat durable de Wallonie " en qualité de membre du personnel contractuel scientifique de la Société, à l'exception du membre exerçant exclusivement une fonction administrative et ne disposant pas des diplômes requis pour la carrière scientifique, qui est intégré en qualité de membre du personnel contractuel.

Pour les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} bénéficiant d'un contrat de travail, leur transfert est subordonné à leur accord exprès et à la conclusion d'un nouveau contrat de travail ou d'un avenant à leur contrat de travail initial.

La rémunération du personnel dont question à l'alinéa 1^{er} ayant intégré la Société wallonne du Logement est garantie dans toutes ses composantes au jour de l'intégration dans le respect du Code de la Fonction publique wallonne, et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel.

Le Gouvernement fixe les modalités de l'intégration.

Art. 45. La Société wallonne du Logement succède aux droits, obligations, biens et charges de l'association sans but lucratif " Centre d'Études en Habitat durable de Wallonie ".

CHAPITRE 5. — *Disposition finale*

Art. 46. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} octobre 2023.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le paragraphe 3bis, inséré par le 2° de l'article 3, le 6°, inséré par l'article 4, et l'article 7 produisent leurs effets le 14 juillet 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 septembre 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
C. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.
Documents du Parlement wallon, 1373 (2022-2023) N^{os} 1 à 9
Compte rendu intégral, séance plénière du 28 septembre 2023
Discussion.
Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/205617]

28 SEPTEMBER 2023. — Decreet tot wijziging van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen*

Artikel 1. Artikel 1 van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 2 februari 2019 wordt aangevuld met de punten 41°, 42° en 43°, luidend als volgt:

41° sociale gemengdheid: de vermenging binnen een gebouw, een groep gebouwen of een buurt van huishoudens uit verschillende sociaaleconomische, generationele of culturele categorieën;

42° het gemengd sociaal woonproject: het project bedoeld in artikel 94, § 3 en 4, dat tot doel heeft een woning of een groep woningen van openbaar nut te creëren om de sociale gemengdheid te bevorderen of ertoe bij te dragen;

43° sociaal achtergestelde huishoudens: huishoudens die uitsluitend bestaan uit personen die in een uitsluitings-situatie of in moeilijkheden verkeren in de zin van de artikelen 49 en 66, 5°, van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, alsook alle bijzondere categorieën van personen en bevolkingsgroepen bedoeld in het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid die in aanmerking komen voor de financiële of materiële steun waarin dat Wetboek voorziet.”.

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid van de Franse versie worden de woorden “de l’habitation” telkens vervangen door de woorden “du logement”;

2° tussen de leden 2 en 3 wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt:

“De ambtenaren en personeelsleden aangewezen door de Regering zijn bevoegd om de niet-naleving van de bepalingen van dit hoofdstuk te onderzoeken en vast te stellen en om het aangepaste, aanpasbare of toegankelijke karakter van de microwoning vast te stellen. Zij stellen een onderzoeksrapport op met de vaststellingen en een advies over de staat van de microwoning onder verwijzing naar de definities van artikel 1, 12°, 13°, 15° en 17°.”.

Art. 3. In artikel 14 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2, eerste lid, 1°, wordt aangevuld met een punt 4° luidend als volgt :

“5° een huur- en energietoelage aan de aanvragers voor de toewijzing van een woning van openbaar nut gehuurd door een openbare huisvestingsmaatschappij in toepassing van artikel 94, § 1;

2° er wordt een paragraaf 3bis ingevoegd, luidend als volgt:

“ § 3bis. De Regering kan andere verrichtingen bepalen waarvoor steun wordt verleend aan huishoudens, ten gevolge van niet te voorziene buitengewone gebeurtenissen, teneinde hen in staat te stellen over een behoorlijke woning te beschikken of in een behoorlijke woning te blijven.”;

3° er wordt een paragraaf 3ter ingevoegd, luidend als volgt:

- “3ter. De doeleinden waarvoor persoonsgegevens worden verwerkt, zijn de volgende:
 - het beheer van de onder dit artikel vallende steunaanvragen, met inbegrip van de verrichte betalingen;
 - het toezicht op de naleving van de voorwaarden voor de toekenning van deze steun, met inbegrip van het organiseren en uitvoeren van bezoeken aan woningen om na te gaan of aan de gezondheids- en/of overbevolkings-criteria wordt voldaan;
 - het toezicht op de redenen voor de opschorting of intrekking van de in § 2 van dit artikel bedoelde steun;
 - het onderzoeken van een eventueel beroep met betrekking tot de in dit artikel bedoelde steun;
 - de terugvordering van de in dit artikel bedoelde steun die ten onrechte is uitgekeerd.
- De categorieën gegevens die door de verantwoordelijken voor de verwerking worden verwerkt, zijn de volgende:
 - identificatiegegevens van elke natuurlijke persoon in het huishouden van de aanvrager, inclusief het identificatienummer in het Rijksregister;
 - gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden van de aanvrager;

- gegevens met betrekking tot het hoofdverblijf, inclusief de geschiedenis die relevant is voor de voorwaarden voor het toekennen en/of behouden van steun aan het huishouden van de aanvrager;
- gegevens met betrekking tot de handelingsbevoegdheid van de aanvrager van bijstand, met inbegrip van de identiteit van een eventuele wettelijke vertegenwoordiger;
- gegevens met betrekking tot het overlijden van een lid van het huishouden van de aanvrager;
- gegevens met betrekking tot de bloedverwanten in opgaande en neergaande lijn van het huishouden van de aanvrager;
- gegevens over de verblijfsstatus van het huishouden van de aanvrager op het grondgebied van het Koninkrijk voor de in § 2 bedoelde steun;
- gegevens over het totale belastbare inkomen van het huishouden van de aanvrager;
- gegevens over het onroerendgoedbezit van het huishouden van de aanvrager, met inbegrip van de identificatie van alle houders van zakelijke rechten, het proportionele aandeel in de zakelijke rechten van elk van hen en de datum waarop dat recht is erkend, de aard, de identificatie en de ligging van het onroerend goed;
- gegevens over de woning waarop de steunaanvraag betrekking heeft;
- gegevens over de gezinstoelage van het huishouden van de aanvrager;
- gegevens over de huisvesting van een kind van het huishouden van de aanvrager;
- gegevens over het ongeborn kind van het huishouden van de aanvrager in het kader van de in lid 1 bedoelde steun;
- gegevens over de herkenning van handicaps voor leden van het huishouden van de aanvrager;
- de gegevens over de eigendom van een woninghuurovereenkomst en het adres van de woning waarop de steunaanvraag betrekking heeft en van de woning die is verlaten in het kader van de steun bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 1° tot 3°;
- gegevens over de aanvraag tot toewijzing van een woning van openbaar nut gehuurd door een sociale huisvestingsmaatschappij, namelijk het identificatienummer de duur van de aanvraag, wijzigingen aan deze aanvraag voor de steun bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 4°;
- de bankgegevens van de aanvrager voor de betaling van de steun;
- contactgegevens en identificatiegegevens van de bewoners van de woning waarvoor steun wordt gevraagd.

In geval van mede-eigendom van zakelijke rechten op een woning waarop een steunaanvraag als bedoeld in paragraaf 1 betrekking heeft, mogen ook de huishoudgegevens van voornoemde mede-eigenaren worden verwerkt.

De gegevens worden verstrekt door het huishouden van de aanvrager, tenzij de gegevensbeheerder de gegevens rechtstreeks uit authentieke bronnen verzamelt.

De betrokkenen zijn de leden van het huishouden van de aanvrager, de bewoners van de woning waarop de steun betrekking heeft en de leden van het huishouden van de gezamenlijke houders van zakelijke rechten in de woning waarop de steun betrekking heeft.

De gegevens verkregen door de voor de verwerking verantwoordelijke worden verwerkt gedurende een maximale bewaartermijn die niet langer mag zijn dan 31 december van het jaar waarin alle acties die onder de bevoegdheid van de voor de verwerking verantwoordelijken vallen, zoals bepaald door de Regering, zijn verjaard en, indien van toepassing, alle daarmee verband houdende bedragen volledig zijn betaald en alle daarmee verband houdende administratieve en gerechtelijke procedures en beroepen definitief zijn beëindigd.

De administratie is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens voor de in de in het eerste lid van deze paragraaf genoemde doeleinden.

Krachtens paragraaf 1 van dit artikel is de auditeur die erkend is op de wijze bepaald door de Regering, verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de audit en voor de opvolgingsverslagen. Krachtens dezelfde paragraaf zijn de opleidingscentra die erkend zijn op de door de Regering bepaalde wijze, verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens in het kader van de opleiding en de erkenning van de bedrijfsrevisoren. De personen die bij deze verwerking betrokken zijn, zijn de kandidaat-auditeurs.

De maatschappijen en de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) zijn de onderaannemers van de administratie in de zin van de Europese Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) in het kader van de verzameling van gegevens die door de aanvrager worden verstrekt bij het aanvragen van steun overeenkomstig dit artikel, paragraaf 2, lid 1, 4°.

Aan het einde van hun opdracht wissen de maatschappijen en de "Société wallonne du logement" de gegevens die zij voor rekening van de administratie hebben verzameld in het kader van de steun bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 4°.

De administratie is de eindontvanger van de gegevens die worden verzameld in het kader van de steun bedoeld in dit artikel."

Art. 4. In artikel 29 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 15 juli 2021 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, lid 1, worden de punten 4° en 5° vervangen als volgt :

"4° om een woning of een geheel van woningen aanpasbaar of toegankelijk te maken, of voor verrichtingen om een of meerdere oorzaken van onbewoonbaarheid weg te nemen of om aan de veiligheidseisen van dit Wetboek te voldoen, of om de energieprestaties van een woning of geheel van woningen te verbeteren;

5° om een microwoning aan te kopen of op te richten die ter beschikking wordt gesteld van huishoudens voor:

- onvoorziene uitzonderlijke gebeurtenissen;
- voor een specifiek programma dat door de Regering wordt goedgekeurd;
- een specifiek programma gericht op de re-integratie van daklozen in de maatschappij door middel van huisvesting;"

2° in paragraaf 1 wordt het eerste lid aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

”7° voor elke verrichting bepaald door de Regering omwille van onvoorziene uitzonderlijke gebeurtenissen.”;

3° het derde lid van paragraaf 1 wordt aangevuld met hetgeen volgt:

”In dit verband en in het kader van de terbeschikkingstelling van een woning van openbaar nut zijn de doeleinden waarvoor persoonsgegevens worden verwerkt de volgende:

- toelating van een huishouden van categorie I of een huishouden dat door overmacht huisvestingsproblemen heeft, tot een doorgangs- of integratiewoning;

- berekening van het bedrag van de maandelijkse vergoeding voor het bewonen van een doorgangs- of integratiewoning”;

4° paragraaf 1 wordt aangevuld met vijf leden luidend als volgt:

”De categorieën gegevens die door de voor de verwerking verantwoordelijken worden verwerkt, zijn de volgende:

- identificatiegegevens van elke natuurlijke persoon in het huishouden van de aanvrager, inclusief het identificatienummer in het Rijksregister;

- gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden van de aanvrager;

- gegevens met betrekking tot de handelingsbekwaamheid van de steunaanvrager, met inbegrip van de identiteit van een eventuele wettelijke vertegenwoordiger;

- gegevens met betrekking tot het overlijden van een lid van het huishouden van de aanvrager;

- gegevens met betrekking tot de bloedverwanten in opgaande en neergaande lijn van het huishouden van de aanvrager;

- gegevens over het totale belastbare inkomen van het huishouden van de aanvrager;

- gegevens over het onroerendgoedbezit van het huishouden van de aanvrager, met inbegrip van de identificatie van alle houders van zakelijke rechten, het proportionele aandeel in de zakelijke rechten van elk van hen en de datum waarop dat recht is erkend, de aard, de identificatie en de ligging van het onroerend goed;

- gegevens over de woning waarop de steunaanvraag betrekking heeft;

- gegevens over de gezinstoelage van het huishouden van de aanvrager;

- gegevens over de huisvesting van een kind van het huishouden van de aanvrager;

- gegevens over de herkenning van handicaps voor leden van het huishouden van de aanvrager;

- de gegevens over de eigendom van een woninghuurovereenkomst en het adres van de woning waarop de steunaanvraag betrekking heeft.

De gegevens worden verstrekt door het huishouden van de aanvrager, tenzij de gegevensbeheerder de gegevens rechtstreeks uit authentieke bronnen verzamelt.

De gegevens verkregen door de voor de verwerking verantwoordelijke worden verwerkt gedurende een maximale bewaartermijn die niet langer mag zijn dan 31 december van het jaar waarin alle acties die onder de bevoegdheid van de voor de verwerking verantwoordelijken vallen, zoals bepaald door de Regering, zijn verjaard en, indien van toepassing, alle daarmee verbonden houdende bedragen volledig zijn betaald en alle daarmee verbonden houdende administratieve en gerechtelijke procedures en beroepen definitief zijn beëindigd.

De verantwoordelijke voor de verwerking van persoonsgegevens is de steunaanvrager in de zin van dit artikel, namelijk de openbare huisvestingsmaatschappij, de lokale overheid, het autonoom bedrijf, het sociaal vastgoedkantoor, de vereniging voor de bevordering van huisvesting of de privaat- of publiekrechtelijke rechtspersoon.

De ontvanger van de persoonsgegevens die voor de in lid 3 van paragraaf 1 bedoelde doeleinden zijn verzameld, is de steunaanvrager in de zin van dit artikel, namelijk de openbare huisvestingsmaatschappij, de lokale overheid, het autonoom bedrijf, het sociaal vastgoedkantoor, de vereniging voor de bevordering van huisvesting of de privaat- of publiekrechtelijke rechtspersoon is de eindontvanger van de gegevens die in het kader van deze steun zijn verzameld.”;

5° paragraaf 5 wordt aangevuld met hetgeen volgt:

”Zij organiseert een beroep bij de Regering of haar afgevaardigde tegen de beslissingen tot weigering van de tegemoetkomingen.”;

6° er wordt een paragraaf 5bis ingevoegd, luidend als volgt:

”§ 5bis. De Regering bepaalt, in voorkomend geval in afwijking van de bepalingen van het “decreet betreffende de woninghuurovereenkomst”, de voorwaarden voor de toegang tot, de huur van of de bewoning van een woning die beheerd of gebouwd wordt door een rechtspersoon;

7° paragraaf 6 wordt aangevuld met hetgeen volgt:

”De Regering organiseert een beroep bij haar afgevaardigde tegen de beslissingen tot weigering van de tegemoetkomingen.”.

Art. 5. In artikel 31 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste volzin van het enig lid worden de woorden “op basis van het in artikel 188 bedoelde programma” opgeheven en worden de woorden “, 5° en § 2” ingevoegd tussen de woorden “artikel 29, § 1, 1°” en de woorden “bedoelde verrichtingen ondergeschikt”;

2° in het enig lid wordt punt 2° vervangen door wat volgt:

”2° Elke beslissing tot vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag hoger is dan het bedrag vastgesteld overeenkomstig artikel 42, § 1, 1°, a) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, kan worden opgeschort of nietig verklaard volgens de voorwaarden en modaliteiten bepaald door de Regering.

De beslissingen m.b.t. de gunning van bovenvermelde opdrachten worden onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden en modaliteiten ter goedkeuring voorgelegd.”.

Art. 6. In titel II, hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek wordt de titel van afdeling 1 vervangen door wat volgt : “Tegemoetkomingen voor woningen”

Art. 7. Artikel 59*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2021, wordt vervangen als volgt:

"Art. 59*bis*. De Regering kan andere verrichtingen bepalen, met inbegrip van de oprichting of de aankoop van microwoningen, waarvoor een tegemoetkoming kan worden verleend door de "Société wallonne du Logement" aan de openbare huisvestingsmaatschappijen :

- wegens onvoorziene uitzonderlijke gebeurtenissen;
- wegens specifieke programma's die door de Regering worden goedgekeurd;
- wegens specifieke programma's gericht op de re-integratie van daklozen in de maatschappij door middel van huisvesting;"
- om het behoud of de verbetering van woningen te verzekeren".

Art. 8. Artikel 61 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met vijf leden, luidend als volgt: "In dit verband en in het kader van de terbeschikkingstelling van een woning van openbaar nut zijn de doeleinden waarvoor persoonsgegevens worden verwerkt, de volgende:

- toelating van een huishouden van categorie I of een huishouden dat door overmacht huisvestingsproblemen heeft, tot doorgangs- of integratiewoning;
- berekening van de huur.
- De categorieën gegevens die door de voor de verwerking verantwoordelijken worden verwerkt, zijn de volgende:
 - identificatiegegevens van elke natuurlijke persoon in het huishouden van de aanvrager, inclusief het identificatienummer in het Rijksregister;
 - gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden van de aanvrager;
 - gegevens met betrekking tot de handelingsbekwaamheid van de steunaanvrager, met inbegrip van de identiteit van een eventuele wettelijke vertegenwoordiger;
 - gegevens met betrekking tot het overlijden van een lid van het huishouden van de aanvrager;
 - gegevens met betrekking tot de bloedverwanten in opgaande en neergaande lijn van het huishouden van de aanvrager;
 - gegevens met betrekking tot het totale belastbare inkomen van het huishouden van de aanvrager;
 - gegevens over het onroerendgoedbezit van het huishouden van de aanvrager, met inbegrip van de identificatie van alle houders van zakelijke rechten, het proportionele aandeel in de zakelijke rechten van elk van hen en de datum waarop dat recht is erkend, de aard, de identificatie en de ligging van het onroerend goed;
 - gegevens over de gezinstoelage van het huishouden van de aanvrager;
 - gegevens over de huisvesting van een kind van het huishouden van de aanvrager;
 - gegevens over de herkenning van handicaps voor leden van het huishouden van de aanvrager;

De gegevens worden verstrekt door het huishouden van de aanvrager, tenzij de gegevensbeheerder de gegevens rechtstreeks uit authentieke bronnen verzamelt. De gegevens verkregen door de voor de verwerking verantwoordelijke worden verwerkt gedurende een maximale bewaartermijn die niet langer mag zijn dan 31 december van het jaar waarin alle acties die onder de bevoegdheid van de voor de verwerking verantwoordelijken vallen, zoals bepaald door de Regering, zijn verjaard en, indien van toepassing, alle daarmee verband houdende bedragen volledig zijn betaald en alle daarmee verband houdende administratieve en gerechtelijke procedures en beroepen definitief zijn beëindigd.

De "Société wallonne du Logement" en de openbare huisvestingsmaatschappij zijn samen verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens.

De openbare huisvestingsmaatschappij is de eindontvanger van de gegevens die onder deze regeling worden verzameld.

De "Société wallonne du Logement" fungeert in feite als tussenpersoon voor gegevensdiensten voor openbare huisvestingsmaatschappijen".

Art. 9. In hoofdstuk IV van hetzelfde Wetboek wordt een Afdeling 1*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

"Steun voor gemengde sociale woonprojecten".

Art. 10. In afdeling 1*bis*, ingevoegd bij artikel 9, wordt een artikel 68*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 68*bis*. Volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten kan de "Société wallonne du logement" een tegemoetkoming verlenen aan iedere openbare huisvestingsmaatschappij die een gemengd sociaal woonproject uitvoert.

De Regering stelt de modaliteiten van de bij dit artikel ingevoerde steunregeling vast met inachtneming van de bepalingen van artikel 209."

Art. 11. In artikel 69, § 1, van hetzelfde Wetboek, hersteld bij het decreet van 17 juli 2018, worden de woorden "of een groep van microwoningen", ingevoegd tussen de woorden "integratie- of transitwoning" en het woord "optrekt,".

Art. 12. Artikel 70 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, wordt aangevuld met een 8°, luidend als volgt: "8° de renovatie van woningen van openbaar nut die eigendom zijn van de maatschappijen."

Art. 13. In artikel 80, § 3, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 12 november 2021, worden de leden 1 en 2 vervangen door wat volgt:

"Ten minste eenmaal per jaar en op regelmatige basis zendt het gemeentecollege per post of elektronisch een lijst van woningen waarvan de leegstand wordt vermoed, naar de op het grondgebied van de gemeente bevoegde vastgoedbeheerders en naar de erkende verenigingen bedoeld in artikel 85sexies.

De lijst bedoeld in het eerste lid vermeldt het adres van de woningen die geacht leegstaand te zijn, het type vermoeden van leegstand bedoeld in artikel 80, § 1, 1° tot 4°, en de identiteit en de hoofdverblijfplaats van de houder van de zakelijke rechten op de woning.

De eindontvangers van de in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde lijst zijn vastgoedbeheerders en overeenkomstig artikel 85^{sexies} erkende verenigingen.

Het doel waarvoor persoonsgegevens worden verwerkt, is contact op te nemen met de houders van zakelijke rechten op leegstaande woningen met het oog op het inleiden van procedures overeenkomstig de bepalingen van de afdelingen 1/1 en 2 voor vastgoedbeheerders en overeenkomstig artikel 85^{sexies} voor verenigingen die zijn erkend krachtens artikel 85^{sexies}.

In de zin van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG:

- is het gemeentecollege verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens die voortvloeien uit de opstelling en mededeling van de in lid 1 van deze paragraaf bedoelde lijst;

- zijn de vastgoedbeheerders en erkende verenigingen in de zin van artikel 85^{sexies} verantwoordelijk voor de verwerking van andere persoonsgegevens die voortvloeien uit de mededeling van de in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde lijst.

Vanaf de datum waarop de gegevens door het gemeentecollege ter beschikking zijn gesteld zoals bepaald in lid 1 van deze paragraaf, moeten de gegevens worden bewaard gedurende :

1° tien jaar voor vastgoedbeheerders en verenigingen erkend overeenkomstig artikel 85^{sexies} van het Wetboek, onder voorbehoud van de definitieve beëindiging van de desbetreffende administratieve en gerechtelijke procedures en beroepsprocedures;

2° één jaar voor het gemeentecollege.”.

Art. 14. In artikel 84/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 juni 2017 worden de volgende wijzigingen aangebracht : 1° de woorden “en de in artikel 85^{sexies} bedoelde erkende verenigingen” worden ingevoegd tussen de woorden “delen de vastgoedbeheerders” en de woorden “op de door hem bepaalde” en de woorden “bepalingen van de afdelingen 1/1 en 2” worden telkens vervangen door de woorden “bepalingen van de afdelingen 1/1, 2 en 6”;

2° het wordt aangevuld met vier leden, luidend als volgt:

“Het betrokken gemeentecollege is de eindontvanger van de lijsten waarnaar in dit artikel wordt verwezen.

De doeleinden waarvoor persoonsgegevens worden verwerkt zijn de volgende:

- het gemeentecollege informeren over de opvolging door de overeenkomstig artikel 85^{sexies} erkende verenigingen en door de vastgoedbeheerders, met het oog op de uitvoering van een coherent beleid ter bestrijding van leegstand;

- de procedure overeenkomstig artikel 85^{ter} schorsen.

In de zin van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) :

- zijn de vastgoedbeheerders en erkende verenigingen in de zin van artikel 85^{sexies} zijn verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens die voortvloeien uit de opstelling en mededeling van de in dit artikel bedoelde lijsten;

- is het betrokken gemeentecollege verantwoordelijk voor de verwerking van andere persoonsgegevens die voortvloeien uit de mededeling van de in dit artikel bedoelde lijsten.

Vanaf de datum waarop de gegevens door het gemeentecollege ter beschikking zijn gesteld zoals bepaald in lid 1 van deze paragraaf, worden de gegevens bewaard voor een periode van één jaar.”.

Art. 15. In artikel 85^{ter}, § 2, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 12 november 2021, worden de woorden “of door de Regering” en de woorden “of de Regering” opgeheven.

Art. 16. In paragraaf 3 van artikel 86 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 23 november 2006, worden de woorden “of geheel” ingevoegd tussen de woorden “voor het merendeel” en de woorden “in handen van het Gewest”.

Art. 17. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 86bis, luidend als volgt:

“Art. 86bis. In het kader van de uitvoering van de taken van de “Société” zoals bepaald bij of krachtens dit Wetboek, kan de Regering elektronische communicatie organiseren tussen de “Société” en de openbare huisvestingsmaatschappijen.

Art. 18. In artikel 88 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 2, wordt een punt 7°bis ingevoegd, luidend als volgt:

“7°bis de gegevens met betrekking tot de kandidaturen van de aanvragers van de steun bedoeld in artikel 14, § 2, 4°, overmaken aan de administratie volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten;”;

2° paragraaf 4 wordt aangevuld met de volgende zin :

“Ze voert deze opdracht uit met de steun van het “Centre d’études en Habitat durable de Wallonie” (Waal Studiecentrum voor Duurzaam Wonen) waarnaar verwezen wordt in artikel 107.3 en dat uit haar midden werd opgericht.”.

Art. 19. In artikel 94 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 15 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

" § 3. De bepalingen van de § § 1 en 2 zijn niet van toepassing op gemengde sociale woonprojecten die ontwikkeld worden door de maatschappijen met het oog op de oprichting van een woning of een groep woningen van openbaar nut die voorbehouden zijn aan huishoudens waarvan het inkomen de inkomensplafonds die gelden voor huishoudens van categorie 3 niet met meer dan tien procent overschrijdt, waarvan sommige sociaal achtergestelde huishoudens kunnen zijn en die geen volle eigenaar of vruchtgebruiker zijn van een woning die zij persoonlijk kunnen bewonen, voor zover deze projecten cumulatief aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° gelegen zijn in een geografisch gebied dat aangepast is aan de doelstelling van sociale gemengdheid en cohesie, namelijk een gebied gelegen in of nabij bestaande of uitbreidende landelijke of stedelijke wijken van waaruit er een gemakkelijke toegang is met het openbaar vervoer of zachte mobiliteit tot gemeentelijke diensten, kleuter- en basisscholen en winkels en diensten;

2° praktische modaliteiten invoeren voor de behandeling van de aanvragen die een gelijke behandeling garanderen van de aanvragers die voldoen aan de toelatingsvoorwaarden vastgesteld door de openbare huisvestingsmaatschappijen in overeenstemming met de bepalingen van dit decreet;

3° gematigde huurprijzen toepassen, begrepen als lager dan de indicatieve huurprijs berekend op basis van de indicatieve huurschaal bedoeld in hoofdstuk VII van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst.

Op voorstel of na advies van de "Société" kan de Regering de voorwaarden, vermeld in het eerste lid, 1° tot 3°, nader bepalen.

De uitvoering van een gemengd sociaal woonproject in de zin van deze paragraaf wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de "Société". Daartoe moeten de maatschappijen de "Société" een projectplan bezorgen waarin wordt uitgelegd hoe het project beantwoordt aan de definitie en de voorwaarden van sociale gemengdheid.

Het projectplan omvat :

1° de ligging of locatie van het project en de motivering ervan wat betreft de geschiktheid ervan voor de doelstelling van sociale gemengdheid en cohesie, met inachtneming van de criteria bedoeld in het eerste lid;

2° het stedenbouwkundig en architectonisch voorproject met betrekking tot het ontwerp van de te creëren woningen, gebouwen en voorzieningen;

3° het financieel plan voor het project, met inbegrip van alle geraamde kosten en inkomsten, in het bijzonder de verkoopprijs of de huurprijs, en de wijze van financiering van het project, met inbegrip van aanvragen voor regionale steun en/of bijstand van de "Société", indien van toepassing;

4° de voorwaarden voor de toewijzing van de gecreëerde woningen voor verkoop en/of verhuur;

5° de praktische modaliteiten en procedures voor de behandeling van aanvragen tot huur en/of aankoop van woningen, die een gelijke behandeling van de aanvragers waarborgen.

De Regering kan de bovenstaande lijst aanvullen of specificeren.

Binnen 30 dagen na ontvangst van de volledige aanvraag neemt de "Société" een beslissing over het project.

In het geval van een onvolledig dossier zal de "Société" de maatschappij vragen om binnen 30 dagen na ontvangst van het onvolledige dossier het dossier aan te vullen, zodat ze over alle informatie beschikt die ze nodig heeft om het project te verifiëren en er een beslissing over te nemen.

Als er binnen deze periode geen beslissing wordt genomen, wordt het projectplan geacht te zijn goedgekeurd.;"

2° er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt:

" § 4. Onverminderd de in § 3 vermelde voorwaarden met betrekking tot huishoudens en de vaststelling van de huurprijs, mogen de maatschappijen een groep woningen creëren waarvoor alleen de meerderheid van de woningen wordt toegewezen overeenkomstig de in § 1 en § 2 vermelde regels, of op grond daarvan.

Deze projecten worden ter goedkeuring voorgelegd aan de "Société". Hiertoe sturen de maatschappijen :

1° het stedenbouwkundig en architectonisch voorproject met betrekking tot het ontwerp van de te creëren woningen, gebouwen en voorzieningen;

2° het financieel plan voor het project, met inbegrip van alle geraamde kosten en inkomsten, en de wijze van financiering van het project, met inbegrip van aanvragen voor regionale steun en/of bijstand van de "Société";

3° de identificatie van de woningen die zijn uitgesloten van de toewijzingsregels vastgesteld bij of krachtens de §§ 1 en 2 van dit artikel, met dien verstande dat elke wijziging van het aantal en/of het type van de woningen die zijn uitgesloten van de toewijzingsregels van de § § 1 en 2 ter goedkeuring aan de "Société" moet worden voorgelegd;

4° de praktische modaliteiten en procedures voor de behandeling van aanvragen tot huur en/of aankoop van woningen, die een gelijke behandeling van de aanvragers waarborgen.

De Regering kan de bovenstaande lijst aanvullen of specificeren.

Binnen 30 dagen na ontvangst van de volledige aanvraag neemt de "Société" een beslissing over het project.

In het geval van een onvolledig dossier zal de "Société" de maatschappij vragen om binnen 30 dagen na ontvangst van het onvolledige dossier het dossier aan te vullen, zodat ze over alle informatie beschikt die ze nodig heeft om het project te verifiëren en er een beslissing over te nemen.

Als er binnen deze termijn geen beslissing wordt genomen, wordt het projectplan of de wijzigingsaanvraag geacht te zijn goedgekeurd.;"

3° er wordt een paragraaf 5 ingevoegd, luidend als volgt:

" § 5. De in de § § 3 en 4 bedoelde gemengde sociale woonprojecten mogen niet meer dan 20

uitmaken van het gebouwenbestand dat eigendom is van of beheerd wordt door een maatschappij en dat ter beschikking wordt gesteld van een huishouden overeenkomstig artikel 94, § 1.;"

4° er wordt een paragraaf 6 ingevoegd, luidend als volgt:

" § 6. De doeleinden waarvoor persoonsgegevens worden verwerkt zijn de volgende:

- toelating van een huishouden dat kandidaat-huurder, huurder, kandidaat-koper of koper is;
- berekening van de huur.
- De categorieën gegevens die door de voor de verwerking verantwoordelijken worden verwerkt, zijn de volgende:
 - identificatiegegevens van elke natuurlijke persoon in het huishouden van de aanvrager, inclusief het identificatienummer in het Rijksregister;
 - gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden van de aanvrager;
 - gegevens met betrekking tot de handelingsbekwaamheid van de aanvrager, met inbegrip van de identiteit van een eventuele wettelijke vertegenwoordiger;
 - gegevens met betrekking tot het overlijden van een lid van het huishouden van de aanvrager;
 - gegevens met betrekking tot de bloedverwanten in opgaande en neergaande lijn van het huishouden van de aanvrager;
 - gegevens met betrekking tot het totale belastbare inkomen van het huishouden van de aanvrager;
 - gegevens over het onroerendgoedbezit van het huishouden van de aanvrager, met inbegrip van de identificatie van alle houders van zakelijke rechten, het proportionele aandeel in de zakelijke rechten van elk van hen en de datum waarop dat recht is erkend, de aard, de identificatie en de ligging van het onroerend goed;
 - gegevens over de gezinstoelage van het huishouden van de aanvrager;
 - gegevens over de huisvesting van een kind van het huishouden van de aanvrager;
 - gegevens over de herkenning van handicaps voor leden van het huishouden van de aanvrager;

De gegevens worden verstrekt door het huishouden van de aanvrager, tenzij de gegevensbeheerder de gegevens rechtstreeks uit authentieke bronnen verzamelt. De gegevens verkregen door de voor de verwerking verantwoordelijke worden verwerkt gedurende een maximale bewaartermijn die niet langer mag zijn dan 31 december van het jaar waarin alle acties die onder de bevoegdheid van de voor de verwerking verantwoordelijken vallen, zoals bepaald door de Regering, zijn verjaard en, indien van toepassing, alle daarmee verband houdende bedragen volledig zijn betaald en alle daarmee verband houdende administratieve en gerechtelijke procedures en beroepen definitief zijn beëindigd.

De "Société wallonne du Logement" en de openbare huisvestingsmaatschappij zijn samen verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens.

De openbare huisvestingsmaatschappij is de eindontvanger van de gegevens die onder deze regeling worden verzameld.

De "Société wallonne du Logement" fungeert in feite als tussenpersoon voor gegevensdiensten voor openbare huisvestingsmaatschappijen."

Art. 20. In artikel 98, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de woorden "waarvan één aangewezen wordt op de voordracht van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap" opgeheven.

Art. 21. In afdeling 6 van hoofdstuk 1 van Titel III van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 5 met als titel "Centre d'Études en Habitat durable" (Studiecentrum voor Duurzaam Wonen) ingevoegd.

Art. 22. In onderafdeling 5, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel 107.3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 107.3 § 1. Binnen de "Société" wordt een "Centre d'Études en Habitat durable" opgericht, hierna het Centrum genoemd. Het wordt geleid door een wetenschappelijk directeur.

§ 2. Binnen de "Société" vervult het Centrum de volgende taken:

- 1° het maakt analyses over alle kwesties met betrekking tot het woonbeleid en het stedelijk beleid;
- 2° het ontwikkelt multidisciplinair onderzoek, op korte termijn als beslissingsinstrument en op lange termijn met het oog op het bevorderen van kennis over huisvesting, habitat en stad;
- 3° het verzamelt en verwerkt regelmatig beschikbare gegevens van openbare en private actoren die betrokken zijn bij het woonbeleid en het stedelijk beleid, met het oog op het verstrekken van openbare statistieken;
- 4° het houdt toezicht op de instrumenten die worden gebruikt om het woonbeleid en het stedelijk beleid te evalueren en om de besluitvorming te ondersteunen, en die in de rest van het land of in het buitenland zijn ontwikkeld;
- 5° het stelt zijn documentatiebronnen, de resultaten van zijn voltooide studies en onderzoeken en zijn kennis van het woonbeleid en het stedelijk beleid ter beschikking van adviesorganen, bureaus voor de statistiek, de betrokken overheidsdiensten, universiteiten en het grote publiek.

Het Centrum maakt studies over elk onderwerp dat te maken heeft met het woonbeleid en het stedelijk beleid op verzoek van de Regering of een van haar leden, de "Société" of directeur-generaal, een andere overheidsinstantie of op eigen initiatief.

Studies aangevraagd door een andere overheidsinstantie bedoeld in lid 2 vereisen het sluiten van een overeenkomst tussen de "Société" en die overheidsinstantie voor de financiering van de opdracht en de voorafgaande toestemming van de Minister van Huisvesting.

De studies worden overgemaakt aan de aanvrager en, indien van toepassing, aan de Regering of de directeur-generaal van de "Société".

§ 3. Het Centrum ontwikkelt, exploiteert en beheert :

- 1° de voorbereiding en actualisering van de indicatieve huurschaal bedoeld in artikel 89 van het decreet van 15 maart 2018 de woninghuurovereenkomst;
- 2° het waarnemingscentrum voor woonkwaliteit en energieprestatie;
- 3° het waarnemingscentrum voor de huurprijzen, met inbegrip van de woningen van openbaar nut of gelijkgestelde;
- 4° het waarnemingscentrum voor de prijzen en de residentiële vastgoedmarkt;

5° elk ander waarnemingscentrum dat de Waalse Regering en/of de "Société" nuttig achten om te implementeren.

§ 4. Het Centrum verzamelt en verwerkt persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de vervulling van zijn taken van algemeen belang op het gebied van wetenschappelijk, historisch of statistisch onderzoek.

De in titel III van dit Wetboek genoemde instanties, de administratie of elke andere door de Regering aangewezen instantie verstrekken het Centrum op eenvoudig verzoek alle gegevens die nodig zijn voor de vervulling van zijn taken van openbaar belang.

Met inachtneming van artikel 5, paragraaf 1, b), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) is het Centrum verantwoordelijk voor de verdere verwerking van dergelijke persoonsgegevens zodra het deze ontvangt.

Persoonsgegevens die door het Centrum worden verwerkt, worden tien jaar bewaard.

Het Centrum is de eindontvanger van persoonsgegevens.

De Regering is bevoegd om, waar nodig rekening houdend met de toepasselijke waarborgen en afwijkingen bepaald in artikel 89 van de Europese Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming), besluiten te nemen tot vaststelling van de specifieke vereisten die van toepassing zijn op de in deze paragraaf bedoelde verwerkingen en andere maatregelen om de rechtmatige verwerking van persoonsgegevens te waarborgen.

§ 5. De personeelsleden van het Centrum zijn vrij om te publiceren. Ondanks de eventuele overdracht van de intellectuele eigendom van hun producties aan de "Société", behouden zij het recht om deze producties te gebruiken en onder hun naam in wetenschappelijke tijdschriften te publiceren.

§ 6. Onverminderd de onverenigbaarheden bepaald in artikel 129, is het lidmaatschap van een organisatie of vereniging die de belangen van de woonsector behartigt, zoals opgesomd in artikel 200, § 2, eerste lid, 2°, onverenigbaar met de hoedanigheid van personeelslid van het Centrum.

§ 7. Het Centrum ontwerpt, produceert en verspreidt officiële statistieken in volledige intellectuele, methodologische, wetenschappelijke en professionele onafhankelijkheid. De wetenschappelijk directeur van het Centrum :

1° beslist over statistische methoden, normen en procedures, alsook over de inhoud en de verschijningsdatum van statistische publicaties;

2° publiceert het werkprogramma en brengt regelmatig verslag uit over de geboekte vooruitgang;

3° verspreidt statistische publicaties afzonderlijk en onderscheiden van persberichten van de Regering of enige andere overheidsinstantie;

4° spreekt zich in het openbaar uit over aangelegenheden die verband houden met de verrichte werkzaamheden.

Bij de uitvoering van zijn taken eerbiedigt het Centrum de beginselen van objectiviteit, onpartijdigheid, relevantie en kwaliteit van de geproduceerde gegevens. Het garandeert het beginsel van gelijke behandeling van de gebruikers wat betreft de raadpleging van de behoeften, de informatie over de gebruikte methoden, de toegang tot de publicaties en de toegang tot de gegevens met inachtneming van de reglementering inzake de bescherming van persoonsgegevens.

§ 8. De in artikel 107.4 bedoelde Wetenschappelijke Raad bevordert en bewaakt de wetenschappelijke of methodologische kwaliteit van het onderzoek en de activiteiten van het Centrum.

Art. 23. In afdeling 6 van hoofdstuk 1 van Titel III van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 6 met als titel "Wetenschappelijke Raad van het Centrum" ingevoegd.

Art. 24. In onderafdeling 6, ingevoegd bij artikel 23, wordt een artikel 107.4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 107.4. § 1. Een Wetenschappelijke Raad brengt op eigen initiatief of op verzoek van de directeur van het Centrum, de Minister van Huisvesting, de voorzitter van de Raad van Bestuur of de directeur-generaal van de "Société" adviezen of aanbevelingen uit over elke kwestie in verband met de gemeenschappelijke beginselen voor de bevordering en beoordeling van de wetenschappelijke of methodologische kwaliteit van het onderzoek van het Centrum. Het advies wordt meegedeeld aan de Regering en aan de autoriteit die het heeft gevraagd.

Het werkprogramma en de lijst van de uit te voeren studies, evenals hun specificaties, worden goedgekeurd door de Regering en de Raad van Bestuur van de "Société".

De Wetenschappelijke Raad vergadert minstens één keer per jaar.

De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast, dat ter goedkeuring aan de Regering wordt voorgelegd. In dit reglement staat de werkwijze van de Raad.

§ 2. De volgende personen zijn leden van de Wetenschappelijke Raad:

1° zes deskundigen uit de universiteiten, actief in het Waalse Gewest, erkend in artikel 10 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, waarvan de studie- of onderzoeksprogramma's betrekking hebben op het huisvestingsbeleid en die door de "Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur" worden voorgesteld:

2° de voorzitter of de ondervoorzitter of zijn afgevaardigde van de Beleidsgroep Huisvesting van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië);

3° de Administrateur-generaal van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waal instituut voor evaluatie, prospectief beleid en statistiek).".

Art. 25. In artikel 131 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een 1°ter ingevoegd, luidend als volgt:

"1°ter de registratie en de overdracht van de steunaanvragen bedoeld in artikel 14, § 2, 4°, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten;"

2° er wordt een 2°ter ingevoegd, luidend als volgt:

"2°ter gemengde sociale woonprojecten als bedoeld in artikel 94, § 3 en 4;"

Art. 26. In artikel 133 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "of op elk terrein" ingevoegd tussen de woorden "op elk gebouw" en de woorden "dat noodzakelijk is voor de uitvoering van haar opdrachten";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "of elke VZW die voldoet aan de door de Regering vastgestelde criteria" ingevoegd tussen de woorden "centrum voor socioprofessionele inschakeling" en de woorden ", overeenkomsten aangaan".

Art. 27. In artikel 135 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 1 juni 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt punt 1° vervangen als volgt:

"1° middelen die uit haar activiteiten voortkomen;";

2° er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 4. De winst die wordt gegenereerd door de gemengde sociale woonprojecten bedoeld in artikel 94, § 3 en 4, moet hoofdzakelijk worden aangewend voor de oprichting, de aanpassing, het behoud of de verbetering van woningen die worden toegewezen in toepassing van de paragrafen 1 en 2 van artikel 94.

Art. 28. In artikel 163, § 1, eerste lid, 3°, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, worden de woorden "en de in artikel 131 projecten" ingevoegd tussen de woorden "in artikel 131, 2°bis, bedoelde opdrachten" en de woorden "uit te voeren" en worden de woorden "en verrichtingen" ingevoegd tussen de woorden "in artikel 133, § 1, bedoelde actiemiddelen" en de woorden "aan te wenden".

Art. 29. Artikel 164 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 16 mei 2013, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 164. § 1. De "Société wallonne du Logement" keurt de handelingen bedoeld in paragraaf 2 geheel of gedeeltelijk goed.

De akten van de maatschappijen, vergezeld van hun bewijsstukken, met betrekking tot de volgende aangelegenheden worden binnen 15 dagen na goedkeuring naar de "Société wallonne du Logement" gestuurd:

1° het stedenbouwkundig en architectonisch voorproject met betrekking tot de oprichting van woningen, gebouwen en voorzieningen gefinancierd met een subsidie of terugbetaalbaar voorschot;

2° de gunning van overheidsopdrachten voor aanneming van werken gefinancierd met een subsidie of terugbetaalbaar voorschot en waarvan het bedrag van de goed te keuren opdracht de drempel bedoeld in artikel 42, § 1, 1°, a), van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten overschrijdt.

De maatschappijen zijn niet verplicht om de bewijsstukken te verstrekken die beschikbaar zijn krachtens de wet betreffende de openbaarheid en de toegang tot documenten.

§ 2. De "Société wallonne du Logement" kan de in lid 2 bedoelde akte waarbij een maatschappij de wet overtreedt geheel of gedeeltelijk vernietigen.

De akten van vennootschappen, vergezeld van hun bewijsstukken, met betrekking tot de volgende aangelegenheden worden binnen de 15 dagen na hun vaststelling aan de "Société wallonne du Logement" overgemaakt:

1° de keuze van de aanbestedingsmethode en alle documenten die nodig zijn om na te gaan of is voldaan aan de voorwaarden voor de toekenning van de steun waarin dit Wetboek voorziet voor overheidsopdrachten voor aanneming van werken, diensten en leveringen die worden gefinancierd met een subsidie of een terugbetaalbaar voorschot en waarvan het geraamde bedrag van de opdracht de drempel overschrijdt bedoeld in artikel 42, § 1, 1°, a), van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

2° de gunning van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten met een goedgekeurde waarde die overeenstemt met deze opgesomd in onderstaande tabel:

Werken gefinancierd met subsidie of terugbetaalbaar voorschot	Bedrag hoger dan de drempel bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en lager dan of gelijk aan de drempel bedoeld in artikel 42, § 1, 1°, a) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten
Diensten en leveringen gefinancierd met subsidie of terugbetaalbaar voorschot	Bedrag overschrijdt de drempel bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten
Werken, diensten en leveringen gefinancierd met subsidie of terugbetaalbaar voorschot	Bedrag overschrijdt de drempel bedoeld in artikel 42, § 1, 1°, a), van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten

3° de oprichting van en de toetreding tot een aankoopcentrale, met uitzondering van de toetreding tot een aankoopcentrale opgericht door de "Société wallonne du Logement";

4° de beslissingen tot gunning van opdrachten ingevolge een raamovereenkomst van een aankoopcentrale waarvan de maatschappij lid is, wanneer de ondernemers die partij zijn bij de raamovereenkomst opnieuw geheel of gedeeltelijk aan de mededinging moeten deelnemen en wanneer het bedrag van de gunning gelijk is aan of groter is dan de in paragraaf 2 vermelde drempels.

De maatschappijen zijn niet verplicht om de bewijsstukken te verstrekken die beschikbaar zijn krachtens de wet betreffende de openbaarheid en de toegang tot documenten.

§ 3. De "Société wallonne du logement" neemt haar beslissing binnen 45 dagen na ontvangst van de akten van de maatschappijen, samen met hun bewijsstukken.

Zodra de in lid 1 bedoelde termijn is verstreken, wordt de beslissing van de "Société wallonne du logement" geacht gunstig te zijn en worden de betrokken verrichtingen gefinancierd.

Voor werken, diensten en leveringen die in aanmerking komen voor financiële steun uit hoofde van dit Wetboek, omvatten het onderzoek door de "Société wallonne du logement" en de beslissing ook de voorwaarden voor de toekenning van de financiële steun.

§ 4. Na de voorlopige oplevering van een opdracht voor werken waarvoor krachtens dit Wetboek financiële steun is verleend, legt de maatschappij de verrekningen van de opdrachten ter goedkeuring voor aan de "Société wallonne du Logement". De "Société wallonne du Logement" controleert of deze in orde zijn en of de gebruikte bedragen gerechtvaardigd zijn. Zij stelt binnen 30 dagen een eindbalans op voor de vastgoedexploitatie.

§ 4. Bij gemotiveerde beslissing kan de Raad van bestuur van de "Société wallonne du Logement" op grond van de eindbalansen van de onroerende verrichtingen van de maatschappij, van het resultaat van de audit uitgevoerd binnen de maatschappij, van de beslissingen tot vernietiging van overheidsopdrachten genomen overeenkomstig artikel 164, § 1, de Regering voorstellen om de maatschappij te dwingen om binnen een bepaalde duur de beslissingen m.b.t. de gunning van haar opdrachten te onderwerpen aan een goedkeuringstoezicht uitgeoefend door de "Société wallonne du Logement". De Regering neemt haar beslissing binnen 30 dagen na kennisgeving van dit voorstel. Vooraf hoort de Raad van Bestuur van de "Société wallonne du Logement" de door de maatschappij gemandateerde vertegenwoordigers."

Art. 30. Artikel 174, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 23 november 2006, wordt aangevuld met de woorden "De Raad van Bestuur kan de bevoegdheid om de hoorzitting te leiden delegeren aan de directeur-generaal van de "Société wallonne du Logement", die zich kan laten bijstaan door leden van zijn administratie".

Art. 31. In artikel 174bis, vierde lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 9 februari 2012, worden de woorden "het financiële beheerscomité bedoeld in artikel 113 van de Code" vervangen door de woorden "het intern auditcomité bedoeld in artikel 112 van het Wetboek".

Art. 32. In artikel 175.2 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 21 van 22 april 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 6° van paragraaf 1 van de Franse versie worden de woorden "d'un premier logement" vervangen door de woorden "d'une première habitation";

2° punt 7° van paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"7° de bevordering van de toegang tot of het behoud van een woning gehuurd op het grondgebied van het Waals Gewest."

3° in paragraaf 2 worden de woorden "of met een onvoorziene uitzonderlijke gebeurtenis" ingevoegd tussen de woorden "opdrachten bedoeld in dit artikel" en de woorden "uitoefenen, mits toestemming".

Art. 33. In artikel 175.5, § 2, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, worden de woorden "waarvan één aangewezen wordt op voordracht van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap" opgeheven.

Art. 34. In artikel 179, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, wordt een punt 5° ingevoegd, luidend als volgt:

"5° een andere opdracht uitvoeren die door de Regering wordt bepaald als gevolg van een onvoorziene buitengewone gebeurtenis";

Art. 35. Artikel 184bis van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 9 februari 2012, wordt opgeheven.

Art. 36. In artikel 200bis, § 1, 3°, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, worden aan punt a) de woorden "of niettegenstaande een weigering of intrekking van een verhuurvergunning;" toegevoegd.

Art. 37. In artikel 204, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "in de in titel III, hoofdstuk II, bedoelde woningen" vervangen door de woorden "in de in titel II, hoofdstuk I, bedoelde woningen".

Art. 38. In hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van Titel VI vervangen als volgt:

"Diverse bepalingen".

Art. 39. In artikel 208 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "De woning in het kader van het sociaal beleid moet worden beschouwd als betrekking hebbend op de volgende woningen:" vervangen door de woorden "Onder woning in het kader van het sociaal beleid wordt verstaan:";

2° bedoeld artikel wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

"de woning van openbaar nut gecreëerd door openbare huisvestingsmaatschappijen in het kader van gemeente sociale woonprojecten."

Art. 40. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 208bis, luidend als volgt:

"Art. 208bis. De maatschappelijke werkers bedoeld in artikel 150 worden gelijkgesteld met openbare mandatarissen."

Art. 41. Artikel 209 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, wordt vervangen als volgt:

"Art. 209. Dit Wetboek geeft gedeeltelijke uitvoering aan de bepalingen van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt en stelt vast dat deze niet van toepassing is op de in artikel 1, 7°, 8°, 9° en 11°bis, bedoelde sociale diensten van algemeen economisch belang, noch op de dienstverlenende vastgoedbeheerders.

Voor de toepassing van dit Wetboek zijn de opdrachten toevertrouwd aan vastgoedbeheerders in de zin van artikel 1, 23°, met inbegrip van de gemengde sociale woonprojecten uitgevoerd door openbare huisvestingsmaatschappijen, diensten van algemeen economisch belang, overeenkomstig Besluit 2012/21/EU van de Europese Commissie van 20 december 2011 betreffende de toepassing van artikel 106, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op staatssteun in de vorm van compensatie voor de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen. Deze opdrachten garanderen burgers, onder bepaalde voorwaarden, het recht op universele en gelijke toegang tot deze diensten, waarbij kwaliteit en transparantie zijn gewaarborgd.”

HOOFDSTUK 2. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden*

Art. 42. In de bijlage bij het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden wordt de lijn 841609612 - “Centre d’étude en l’Habitat durable de Wallonie asbl” - Type 3 opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen*

Art. 43. Artikel 62 van het decreet van 1 juni 2017 houdende wijziging van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — *Integratie van de VZW “Centre d’Études en Habitat durable” in de “Société wallonne du Logement”*

Art. 44. De “Société wallonne du Logement” integreert de personeelsleden van de vzw “Centre d’Études en Habitat durable de Wallonie” als lid van het wetenschappelijk contractueel personeel van de “Société”, met uitzondering van het personeelslid dat uitsluitend een administratieve functie uitoefent en niet in het bezit is van de voor een wetenschappelijke loopbaan vereiste diploma’s, dat als contractueel personeelslid wordt geïntegreerd.

Voor de in lid 1 bedoelde personeelsleden met een arbeidsovereenkomst is hun overplaatsing afhankelijk van hun uitdrukkelijke instemming en het sluiten van een nieuwe arbeidsovereenkomst of een wijziging van hun oorspronkelijke arbeidsovereenkomst.

De bezoldiging van de in lid 1 bedoelde personeelsleden die in dienst zijn getreden van de “Société wallonne du Logement” wordt in al haar onderdelen gewaarborgd op de dag van de integratie, met inachtneming van de Waalse ambtenarencode en het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden.

De Regering bepaalt de integratiemodaliteiten.

Art. 45. De “Société wallonne du Logement” treedt in de rechten, verplichtingen, activa en passiva van de vereniging zonder winst oogmerk “Centre d’Études en Habitat durable de Wallonie”.

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepaling*

Art. 46. Dit decreet treedt in werking op 1 oktober 2023.

In afwijking van het vorige lid treden paragraaf 3bis, ingevoegd bij 2° van artikel 3, 6°, ingevoegd bij artikel 4, en artikel 7 in werking op 14 juli 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 september 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
C. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waalse Parlement, 1373 (2022-2023), Nrs. 1 tot 9

Volledig verslag, plenaire vergadering van 28 september 2023.

Bespreking.

Stemming.